

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50776

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

montre guère l'usage qu'en a fait leur détenteur. À la fin de la guerre, Abs disposait de 50 mandats. Réduits à 13 en 1947, ils redeviennent 34 dès 1965, dont 21 présidences. Une loi fédérale, à l'élaboration de laquelle Abs prend une part active, limitant alors la détention de mandats par un seul individu, ce nombre diminue par la suite, d'autant plus qu'Abs doit renoncer à certains pour accéder à d'autres où sa participation est requise, comme par exemple chez Krupp en 1967 lors de la mise en place du plan de sauvetage du groupe. Ayant pris sa retraite à la Deutsche Bank, Abs conserve encore certains mandats: il reste ainsi membre du conseil de la Metallgesellschaft jusqu'en 1978 et de celui des charbonnages Dahlbusch jusqu'en 1988, deux postes où il a exercé ses fonctions de manière ininterrompue durant un demi-siècle.

Abs incarne ainsi la continuité qui marque les élites dirigeantes de l'économie allemande, par-delà les changements de régime, des années 1930 aux années 1970. Plus que quiconque, il en assure le rayonnement à l'extérieur. Durant les années 1970, son intervention est sollicitée pour le règlement de toutes sortes de questions financières internationales, depuis le rééchelonnement de la dette extérieure de certains pays en développement comme l'Indonésie ou l'Argentine jusqu'à la remise en ordre des finances pontificales, après le scandale du Banco Ambrosiano. Sur le plan intérieur cependant, l'influence d'Abs rencontre progressivement des limites. Son avis n'est pas toujours suivi. Gall remarque par exemple que, dans le débat sur l'extension de la cogestion paritaire réclamée par les syndicats, il doit se rallier à la ligne dure préconisée par le patronat, malgré des options personnelles plus nuancées. À vrai dire, depuis la fin des années 1960, son audience s'estompe. C'est surtout le cas dans les cercles gouvernementaux, par suite notamment de l'arrivée aux leviers de commande des sociaux-démocrates, notamment de Karl Schiller au ministère de l'Économie qui ne le consulte guère. Le renouvellement des générations en fait peu à peu un symbole, encensé par certains, contesté par d'autres. En 1969, une caricature du »Spiegel« le représente sous les traits d'un monarque louis-quatorzien, se livrant à un jeu de mots facile sur l'»Abs-solutismus«. L'historien est-allemand Eberhard Czichon l'attaque violemment pour son rôle sous le Troisième Reich, s'attirant en réplique de la part d'Abs un procès en diffamation. Même si, un an avant sa mort, survenue en 1994, le magazine américain »Forbes« le qualifie encore d'»homme le plus puissant d'Allemagne«, il n'est plus guère que le témoin d'une époque révolue. Le grand mérite de l'ouvrage de Gall est d'en faire découvrir à son lecteur toute la richesse et les multiples dimensions.

Jean-François Eck, Lille

Lothar GALL (Hg.), Krupp im 20. Jahrhundert. Die Geschichte des Unternehmens vom Ersten Weltkrieg bis zur Gründung der Stiftung, Berlin (Siedler) 2002, 719 p., ISBN 3-88680-742-8, EUR 34,90.

Après avoir dirigé le volume consacré à l'histoire de Krupp au XIX^e s., paru en 2000, il revenait à Gall d'animer l'équipe qui a poursuivi cette histoire jusqu'en 1968, date à laquelle la propriété du groupe, selon la volonté de son dernier actionnaire unique, décédé l'année précédente, est transférée à une fondation à but non lucratif, échappant ainsi, à la cinquième génération, à la famille qui le possédait depuis sa fondation en 1811. Disons-le tout de suite: il s'agit d'une synthèse majeure, appelée à faire date. Réalisée à partir des archives du groupe, riche en tableaux statistiques, plans, illustrations, l'ouvrage remplace avantageusement – et souvent rectifie – celui de William Manchester, »Les armes des Krupp«, le seul dont dispose à ce jour le public francophone, dans une traduction parue en 1970.

Quatre auteurs se partagent le volume. Les »années mouvementées« qui s'écoulent de 1914 à 1925 sont étudiées par Klaus TENFELDE qui insiste sur le poids qu'y revêtent les

aspects politiques et sociaux. Le contexte politique joue un rôle déterminant, quoique non univoque. En 1913–1914, Krupp ne consacrait aux fabrications de guerre que 28% de son chiffre d'affaires. Ses dirigeants qui n'avaient pas pressenti l'imminence du conflit n'ont pas fait pression auprès des pouvoirs publics pour son déclenchement, ni pour obtenir du chancelier Bethmann-Hollweg, à l'automne 1914, la définition de buts de guerre conformes aux revendications pangermanistes, malgré la présence à la tête du directoire d'Alfred Hugenberg avec qui, comme l'avait déjà noté Georges-Henri Soutou, Gustav Krupp von Bohlen est en sensible décalage. Paradoxalement, c'est la défaite qui les convertit au militarisme. Pour satisfaire aux obligations du traité de Versailles, ils doivent renoncer totalement à la fabrication de matériel de guerre, une reconversion à laquelle ils tentent d'échapper grâce à leurs relations privilégiées avec les milieux gouvernementaux. En 1922, un accord secret conclu avec la Reichswehr crée un bureau d'études théoriquement indépendant qui travaille sur les plans de l'état-major. De même, c'est en pleine connaissance des pouvoirs publics que du matériel d'armement est testé en Union soviétique, à qui Krupp livre des locomotives et des machines agricoles, et que des filiales sont créées aux Pays-Bas et en Suède pour poursuivre les fabrications de guerre. À l'unisson d'un peuple qui refuse majoritairement d'assumer les conséquences de sa défaite, Krupp devient, durant l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges en 1923, le symbole même des souffrances de l'Allemagne, lors de la fusillade qui, lors d'une manifestation pacifique, fait 13 morts parmi son personnel, puis de l'arrestation de Gustav Krupp et de trois de ses collaborateurs, condamnés par les autorités françaises à de lourdes peines de prison.

Sur le plan social, la Première Guerre mondiale et ses suites annoncent la Seconde. Les effectifs du groupe connaissent d'amples fluctuations. Les 81 000 salariés de janvier 1914, devenus 168 000 en janvier 1918 (dont 26% de femmes), ne sont plus que 75 000 début 1925. Durant le conflit, on recourt à des prisonniers de guerre, au mépris des conventions de Genève, et à l'embauche de travailleurs belges, hollandais, suisses, de sorte qu'en 1918 8% du personnel des fonderies est de nationalité étrangère. La firme édifie, pour les loger, de multiples foyers et baraquements. Dans les usines et les mines possédées en dehors de la Ruhr, à Magdebourg et Silésie, les prisonniers de guerre et travailleurs civils russes ou polonais sont nombreux. Pour l'ensemble du personnel, les conditions matérielles se dégradent, durant la guerre par suite du blocus, après celle-ci du fait des troubles révolutionnaires et de l'inflation. Au lendemain de la stabilisation du Reichsmark, en 1924, malgré le renvoi des effectifs en surnombre et les compressions de salaires, le groupe ne parvient pas à rétablir sa situation. Aux 33 millions de Reichsmark de bénéfices de l'exercice 1913–1914, s'opposent, en un abrupt contraste, 15 millions de pertes de 1924–1925.

Les années 1924–1933 sont examinées ensuite par Toni PIERENKEMPER, sous l'angle des stratégies suivies par Krupp. Elles correspondent, non pas à la prospérité, mais plutôt à une stagnation relative. Menacé de faillite par l'inflation qui a déstabilisé son bilan, le groupe est sauvé, au printemps 1925, par l'aide gouvernementale. Le chancelier Luther, ancien *Oberbürgermeister* d'Essen et futur membre du conseil de surveillance, lui accorde 22 millions de Reichsmark (et non la somme 15 fois supérieure avancée par W. Manchester), complétés par des emprunts en devises auprès de banques britanniques et néerlandaises. Mais Gustav Krupp refuse, malgré l'insistance d'Otto Wiedfeldt, membre influent du directoire depuis 1918, de rejoindre le groupe des Acieries réunies, fondé en 1926, car, »investi de la confiance du personnel, [il doit] assumer le risque de l'indépendance«. Il s'efforce néanmoins de consolider la situation du groupe en multipliant les accords de cartels, nationaux et internationaux, et en le rapprochant des autres firmes demeurées hors des Acieries réunies, comme Hoesch et la Guttehoffnungshütte. Durant cette période, d'importantes mesures de rationalisation sont mises en œuvre, comme l'édification à Borbeck, non loin d'Essen, de hauts-fourneaux assurant les approvisionnements en fonte ou la formation d'une communauté d'intérêts avec plusieurs firmes d'électrotechnique pour exploiter des

brevets Osram d'acier au tungstène, destiné aux machines-outils à coupe rapide et commercialisé sous le nom de »Widia« (»wie Diamant« ou »dur comme le diamant«). Parallèlement, des efforts sont faits pour conquérir les marchés nationaux et étrangers et écouler les fabrications du groupe: locomotives, grues, excavatrices, camions, navires de commerce, matériel chirurgical, etc.

Pourtant le résultat global reste mal assuré. Les hauts-fourneaux de Borbeck fonctionnent en dessous de leur capacité, d'où l'absence des économies d'échelle attendues. L'exploitation des brevets Osram suscite des conflits avec les partenaires. Dans les comptes du groupe, les charges salariales pèsent lourd, malgré de sévères compressions d'effectifs. De 1923 à 1927, tandis que le nombre des ouvriers recule de 48,9%, la masse salariale correspondante ne diminue que de 17,2%. Pour les employés payés au mois, les chiffres sont respectivement de 57,4% et de 38,9%. Aussi, dès 1929, avant même la crise, Krupp connaît à nouveau des pertes, après trois années seulement d'exercices bénéficiaires. Même si cette situation est partagée par d'autres groupes de l'industrie allemande qui subissent aussi une »crise avant la crise«, elle déçoit les dirigeants qui se trouvent placés, lors de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, »à la croisée des chemins«.

C'est Werner ABELSHAUSER qui retrace les années 1933 à 1951, en une longue et dense partie où les relations entre Krupp et le nazisme occupent évidemment la place centrale. On y constate le fréquent décalage entre les positions personnelles prises par les dirigeants et les réalités. Ainsi, même si, selon Abelshäuser, Gustav Krupp, proche du Parti populiste, n'a jamais nourri de sympathie à l'égard d'Hitler ni versé avant 1933 le moindre subside au NSDAP, ni sur sa fortune personnelle, ni sur les caisses de l'entreprise, même s'il ironise, dans une lettre à son beau-frère Willmowsky, deux jours après la prise de pouvoir, sur ce »mélange d'hydrogène et d'oxygène [qui] risque de mener bientôt à l'explosion«, ce qui compte davantage, c'est la place qu'occupe son groupe dans l'Allemagne hitlérienne. Dès juillet 1933, Krupp est l'une des cinq premières firmes à souscrire au capital de la Mefo, la Metallforschungsgesellschaft éditée par Schacht pour financer le réarmement. Elle bénéficie pleinement de »la combinaison de keynésianisme et de militarisme« pratiquée par le nouveau pouvoir. Ses profits nets, réapparus dès 1933 après quatre ans de déficits, représentent à la veille de la guerre le triple de ceux d'avant la crise. Le directoire se félicite, dans son rapport annuel de 1935, du »retour, après une longue interruption, des commandes de la Wehrmacht qui nous permettent de renouer avec la glorieuse tradition de notre Maison«. Par ses structures internes, Krupp est proche, avant même son adoption officielle, du modèle du *Führerprinzip* imposé dans les entreprises, la conformité devenant totale lorsqu'en 1943 est pris le décret d'Hitler surnommé »lex Krupp« qui remplace la société préexistante par une entreprise individuelle. Son propriétaire et unique dirigeant est Alfried von Bohlen, fils aîné de Gustav et de Bertha Krupp, désigné comme seul futur héritier de sa mère, dispensé du paiement des droits de succession et autorisé par surcroît, comme son père l'avait été par Guillaume II en 1906, à porter le nom de Krupp.

La contrepartie de la faveur dispensée par le régime à son principal fournisseur d'armes est, il est vrai, très lourde. La perte d'autonomie devient de plus en plus évidente face aux décisions du pouvoir, qu'il s'agisse des types d'armes commandées par la Wehrmacht et par la Kriegsmarine, des moyens financiers alloués, des autorisations de rachat d'entreprises dans les territoires conquis (multiples conflits sur ce point avec les Reichswerke Hermann Göring). Dès les débuts de la guerre, Krupp emploie des prisonniers, des travailleurs »volontaires«, puis requis dans toute l'Europe allemande, enfin, à partir de 1943, des détenus raciaux ou politiques. L'ensemble forme en septembre 1944 près du tiers de l'effectif total. Or ce recours à une main-d'œuvre sous-productive obère lourdement les finances du groupe. Chaque travailleur originaire d'Europe orientale, devant être nourri, logé, vêtu, soigné et ... surveillé, représente en 1942 une charge salariale globale supérieure à celle du travailleur allemand correspondant, ce qui amène les dirigeants à protester contre leur emploi,

non certes par souci humanitaire, mais par stricte logique entrepreneuriale. On aboutit parfois à l'irrationalité totale, comme par exemple lors de l'implantation décidée en 1941 près de Breslau d'une unité, la »Berthawerk«, destinée à la production en série d'obusiers de moyen calibre. Après de multiples ordres et contre-ordres contradictoires, que même les dirigeants du groupe les plus inféodés au parti comme le chef du département d'artillerie Erich Müller, surnommé »Kanonen-Müller«, ne parviennent plus à démêler, l'usine ne réaligne, durant les tout derniers mois de la guerre, qu'une production dérisoire, à la place des cadences mensuelles de 600 obusiers prévues au départ.

En 1945, le groupe paye cher sa soumission au nazisme. Les bombardements ont fait de lourdes pertes chez ses salariés et dans leurs familles, vu l'étroite imbrication entre usines et quartiers ouvriers. À Essen, les installations sont détruites dans une proportion de 45%. Les autorités d'occupation prélèvent ou détruisent 30% du restant. À Magdebourg, l'usine devient propriété soviétique. En Silésie, tout a disparu. Deux ans plus tard, tandis que le groupe est placé sous administration provisoire, son propriétaire, arrêté, puis interné par les Américains dès leur entrée à Essen, est condamné, à l'issue d'un procès qui lui est intenté ainsi qu'à onze dirigeants, à la confiscation de ses biens et à douze années de détention. Gracié par le haut-commissaire John McCloy, il sortira de prison dès 1951.

Prenant le relais, Lothar GALL conduit l'histoire du groupe jusqu'au moment où celui-ci sort du patrimoine de la famille fondatrice. Cette dernière partie retrace les grandes orientations qui sauvent Krupp de la pure et simple disparition à laquelle les Alliés semblaient initialement décidés, puis le reconvertissent vers les fabrications pacifiques, enfin en transmettent le capital à la fondation qui reste aujourd'hui, après la fusion avec Thyssen, son principal actionnaire, avec environ 20% des actions. On remarque une fois de plus le rôle déterminant joué par les personnalités: Alfried Krupp tout d'abord, qui, loin de l'image effacée qu'il donnait de lui-même, comme directeur à l'ombre de son père, puis seul propriétaire du groupe, est le principal inspirateur des grandes décisions, même s'il préfère se tenir dans l'ombre; son mandataire général ensuite, Berthold Beitz, qui, dépourvu de tout lien avec la sidérurgie, puisqu'avant d'être recruté à son poste en 1953, il dirigeait une compagnie d'assurances, assume pleinement les traditions du groupe, notamment lors des cérémonies jubilaires qui, en 1961, célèbrent son 150^e anniversaire.

Malgré l'engagement pris par Alfried Krupp de ne pas réinvestir dans l'industrie lourde la fortune qui lui a été rendue et de revendre dans un délai de cinq années les mines et aciéries qu'il possédait, le groupe se reconstitue peu à peu. La revente rapide des actions se révèle en effet impossible et des délais supplémentaires doivent être accordés par les autorités alliées. Les positions perdues sont retrouvées grâce à des montages financiers. L'opération la plus réussie est, à cet égard, le rachat, effectué en 1959 par l'intermédiaire d'une filiale, du Bochumer Verein détenu par le milliardaire suédois Axel Wenner-Gren. Il permet à Krupp de contrôler, à travers la Fried. Krupp Hüttenwerke AG, constituée en 1965, plus de la moitié de la capacité de laminage de la Ruhr. Parallèlement, la diversification vers les fabrications pacifiques est activement poussée. Possédant de multiples entreprises dans des domaines variés, Krupp se restructure sur une base multidivisionnelle et décentralisée. Son expansion hors d'Allemagne est rapide, marquée dès 1953 par la signature d'un contrat avec le gouvernement indien pour la construction de l'aciérie de Rourkela, puis par la livraison de nombreuses usines clés en mains en Amérique latine et en Europe de l'Est, ce qui permet de surcroît à Berthold Beitz de jouer auprès des dirigeants soviétiques, dont Khrouchtchev, rencontré en 1963, un rôle de »diplomate amateur« qui agace souvent les autorités fédérales. Enfin, dans les relations sociales, même si l'esprit maison est exalté, le paternalisme ancienne manière disparaît, devenu inutile depuis l'organisation de la protection sociale par l'État fédéral et les autorités locales.

Tout n'est cependant pas réussi dans cette mutation. De manière éphémère en 1962, puis durable en 1965–1966, les profits disparaissent, la liquidité du groupe n'est plus assurée. Le

manque d'argent frais, la longue absence de bilan consolidé rendent la situation financière à la fois précaire et opaque. Une profonde transformation est devenue inéluctable. Celle-ci intervient en 1967, lorsque le ministre fédéral de l'Économie Karl Schiller, pour éviter le dépôt de bilan, organise un plan de sauvetage combinant aide publique, tant fédérale que locale, et crédit bancaire, autour d'un pool de 28 banques conduit par la Deutsche Bank et la Dresdner Bank. En contrepartie, Krupp doit adopter la forme d'une société à responsabilité limitée et se soumettre au contrôle d'un conseil composé de 15, puis 20 personnalités. Quelques mois plus tard, à la mort d'Alfried Krupp, ses avoirs sont transférés, selon ses dernières volontés confiées à Berthold Beitz, à la fondation qui devient propriétaire du groupe.

Même s'il est dommage que les débats et – vraisemblablement – les tensions entre dirigeants et héritiers accompagnant ces ultimes décisions aient été laissés dans l'ombre, Gall souligne l'essentiel. La césure de 1967/68 signifiait certes le remplacement du pouvoir familial par un nouveau capitalisme. Mais elle a permis aussi à Krupp de préserver son identité collective et de rester ainsi fidèle aux valeurs qui lui ont été léguées par sa longue histoire.

Jean-François ECK, Lille

Henry LEIDE, NS-Verbrecher und Staatssicherheit. Die geheime Vergangenheitspolitik der DDR. 2., durchgesehene Auflage, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2005, 448 p. (Analysen und Dokumente, 28), ISBN, 3-525-35018-X, EUR 29,90.

L'histoire de la RDA progresse, grâce à l'abondance des archives. Comme pour le Troisième Reich, l'effondrement brutal du régime a laissé en place les fonds, d'une ampleur considérable dans un système si bureaucratique. Un responsable fédéral (*Bundesbeauftragter*) gère les documents explosifs du ministère de la Sécurité d'État (*Stasi*). Avec son accord, Leide, originaire de l'Est, en poste à Rostock, a mené une enquête solide et minutieuse sur l'attitude adoptée envers les criminels nazis. Mû par une volonté d'objectivité, il écrit: »Ce n'est pas mon affaire de désigner un vainqueur dans la compétition engagée pour savoir lequel des deux États allemands partagés a le mieux maîtrisé les divers problèmes résultant du passé. On ne doit ici ni décompter ni excuser les carences et les retards du côté occidental, assurément non négligeables. On doit taire aussi peu que, malgré des résistances diversement fondées dans les deux États allemands séparés, il y a eu également des efforts, à prendre au sérieux, pour punir de façon conséquente les crimes nazis«. Cependant »l'histoire des combattants« ne contribue à trouver la vérité sur aucun sujet et, pour le thème creusé ici, elle est purement indigne et impropre. L'auteur aspire à »juger équitablement en donnant aux sources toute leur signification, et à ne pas se livrer à des romans feuilletons ni à des rapports à la hussarde«.

Si toutes les données nécessaires sont fournies sur l'organigramme du ministère et sur la constitution de ses archives, le noyau dur du livre est l'analyse fouillée d'une cinquantaine de dossiers nominatifs. Pour chacun, Leide passe en revue les pièces conservées, il suit le déroulement des enquêtes, il enregistre le dialogue entre les échelons hiérarchiques de la police et il indique finalement la décision prise – ou l'absence de décision! Un titre concis condense l'orientation de chaque procédure. De ce panorama, il ne ressort pas une conclusion univoque, dans un sens ou dans un autre, car l'observateur constate des comportements contradictoires, dus à des exigences opposées. En principe, tout est simple. La RDA se fonde sur le principe de l'»antifascisme« et elle proclame sa volonté farouche de punir les coupables. En outre, à partir des dossiers qu'elle détient, elle ne cesse de mener des campagnes tapageuses contre la présence d'anciens nazis dans des positions influentes en RFA. D'autant plus volontiers qu'elle donne au terme de »fascisme« une interprétation marxiste,